

Les travailleurs à la conquête du droit de cité

Bourses du travail et maisons du peuple d'hier à aujourd'hui

Intervention de Sophie Binet aux rendez-vous de l'Histoire de Blois aux côtés de Gilbert Garrel, Danielle Tartakowsky, David Hamelin et Michel Pigenet

Les bourses du travail c'est beaucoup plus que de simples locaux syndicaux !

1- C'est la matrice du syndicalisme

- La matrice historique.

Les bourses du travail existaient avant la CGT et leur fédération a donné naissance à la CGT en 1895. Chaque bourse du travail est porteuse de l'histoire sociale de son territoire, parce qu'elle a été conquise par la lutte, qu'elle a été le lieu d'organisation des luttes emblématiques. Cette histoire est inscrite dans les lieux avec un magnifique patrimoine à préserver

- La matrice idéologique

Les principes de leur création définissent le syndicalisme CGT.

C'est le lieu

- **De la solidarité des travailleuses et travailleurs**, en rupture avec le mythe de l'égalité contractuelle du travailleur et du patron portée par les Lumières. Non, celui qui possède les moyens de production n'est pas à égalité avec celui ou celle qui n'a que sa force de travail pour vivre. C'est la reconnaissance de cette inégalité qui a permis la légalisation du droit des travailleurs et travailleuses à s'organiser face à leur patron et à sortir de l'isolement
- **Des convergences interprofessionnelles**, à l'inverse des stratégies de mises en concurrence professionnelles organisées par le capital, avec des contradictions que le syndicalisme aide à dépasser (par exemple entre routiers et cheminots sur les enjeux de transports...)
- **De l'intérêt général**, avec un syndicalisme qui refuse de s'enfermer dans l'entreprise et ne se limite pas à la défense d'intérêts catégoriels ou corporatistes mais revendique de participer à la définition de l'intérêt général
- **De la proximité**, qui fonde le fonctionnement de la CGT, avec un fonctionnement « par en bas »
- **Enfin, c'est la marque de l'indépendance** du mouvement ouvrier vis-à-vis des patrons, des partis politiques et de l'institution, avec une lutte permanente d'affirmation de l'autonomie du milieu ouvrier inscrite dans l'histoire des bourses

2- Cette histoire s'écrit au présent.

La CGT compte aujourd'hui plus de 900 Unions Locales, dans lesquelles sont accueilli.e.s chaque année un million de personnes selon le rapport de l'IGAS de mai 2013. C'est toujours un lieu de formation syndicale très important pour permettre aux salariés et aux représentants du personnel de tenir tête à leur patron et de maîtriser les enjeux économiques et juridiques notamment, avec un énorme travail d'éducation populaire. Rappelons que 10% en moyenne des français sont toujours en situation d'illettrisme, dans certains territoires, cela peut atteindre 20% ! Les Unions Locales sont le lieu d'accompagnement pour permettre aux salariés d'un secteur ou d'une entreprise de créer leur syndicat. C'est un lieu clé pour créer la solidarité interprofessionnelle autour des luttes.

L'histoire du flux et du reflux des bourses du travail est le reflet des rapports de force dans la société.

On peut même dire que l'état de nos bourses du travail incarne dans l'espace le rapport de force à un moment donné. Depuis une bonne trentaine d'année, nous sommes dans une phase de repli avec de très nombreuses remises en cause de bourses du travail. Il peut s'agir de cas où on nous demande de déménager, au prétexte de locaux vétustes pour récupérer du foncier dans le centre ville, et où on nous réhéberge en périphérie, dans des conditions souvent moins satisfaisantes. On est bien loin des palais ouvriers des années 30 ! C'est aussi dans de nombreux cas des bourses qu'on laisse tomber en ruine, à l'image de celle de Bordeaux, magnifique, mais totalement inondée dès la première pluie. Il peut aussi s'agir, à l'image de ce qu'a tenté de faire la ville de Toulouse, d'expulsion pure et simple. Il a fallu plusieurs années de mobilisation et le rappel que la bourse de Toulouse avait été inaugurée par Jaurès et construite par nous pour que la municipalité recule ! Je pourrai aussi parler de celle de Montluçon que le maire voulait transformer en pépinière d'entreprise, un comble ! Mais les batailles ne sont malheureusement pas victorieuses partout ! A l'heure actuelle, on recense une quarantaine de bourses qui sont menacées et 13 dont nous sommes expulsés ou en voie de l'être, sans relogement satisfaisant, comme à Châteauroux par exemple.

Ce reflux est une des conséquences de la désindustrialisation violente et du recul numérique du mouvement ouvrier. Elle s'accompagne d'une forte transformation des villes. Les usines sont toujours plus loin des villes qui se tournent vers le tertiaire ou vers le tourisme. Les villes sont de plus en plus ségréguées socialement avec des grandes agglomérations et des centres villes dans lesquelles les cadres sont toujours plus nombreux, ce sur fond de hausse continue des loyers. La marginalisation des bourses du travail incarne donc une marginalisation du travail et singulièrement du travail ouvrier.

Cette fragilisation des bourses du travail est accentuée par le recul du droit syndical depuis les dernières réformes du code du travail et notamment depuis les ordonnances Macron. En France, il n'y a ni reconnaissance légale du rôle des bourses du travail pour l'intérêt général, ni droit syndical interprofessionnel. Le temps syndical est intégralement lié aux mandats exercés dans l'entreprise, comme si le rôle des syndicats se limitait à l'action dans l'entreprise ! Résultat : nos UL sont de plus en plus animées par des retraités ou par des fonctionnaires.

Cette remise en cause des bourses du travail illustre de la déconnexion entre le monde politique et le monde du travail, avec une professionnalisation de la « classe politique » qui conduit à une rupture avec le monde du travail et le monde syndical. Les bourses ont été gagnées grâce aux luttes mais aussi grâce à la progression du socialisme puis du communisme municipal, qui à chaque fois mettaient au cœur de leur bataille la nécessité de construire des bourses du travail. Il était fréquent que le président de la bourse du travail soit aussi élu et conseiller municipal, assurant une forme de représentation ouvrière à ce niveau. On en est bien loin aujourd'hui, et le mandat de François Hollande en apporte encore un triste exemple. Alors que nous avons gagné un excellent rapport de l'IGAS, rédigé par Philippe Dole, faisant l'inventaire des bourses du travail et des missions assurées par les organisations syndicales et concluant sur la nécessité de reconnaître cette mission d'intérêt général et de prévoir une obligation d'hébergement par les collectivités, potentiellement compensée par l'Etat, le gouvernement Ayrault puis Valls ne l'ont même pas publié et n'ont jamais transcrit ses recommandations dans la loi. Le contraste avec les patrons est saisissant ! Ils disposent eux des Chambres de Commerce et d'Industrie, dont le financement est assuré par une cotisation des entreprises !

3- Les bourses du travail, un enjeu d'avenir

Avec les transformations du travail liées au néo libéralisme, nos Unions Locales sont encore plus nécessaires

- Le travail (multiplication des statuts, augmentation de la précarité) et les entreprises (filialisation, sous-traitance, délocalisations...) se fragmentent. La dimension interprofessionnelle est indispensable pour reconstruire la communauté de travail. Les bourses du travail sont très importantes pour accueillir et soutenir des salariés isolés qui s'organisent en syndicat comme les assistantes maternelles, les salariés des petites entreprises (hôtels, cafés restaurants, construction...), les livreurs à vélo. C'est le lieu d'organisation des luttes et de l'accompagnement des travailleurs et travailleuses sans papier. C'est aussi un lieu d'expression indispensable pour des salariés qui ne peuvent pas s'afficher dans leur travail, comme de nombreux cadres et professions intermédiaires qui ne peuvent pas militer dans leur entreprise par peur de représailles et ont besoin de pouvoir se réunir à l'écart. Ils et elles sont aussi ravis de pouvoir agir au niveau de leurs territoires.
C'est le lieu où nous organisons nos comités de privés d'emplois, pour organiser et défendre les privés d'emploi face à la violence administrative de l'assurance chômage et face à la violence sociale du chômage.
- Les déserts syndicaux se multiplient. Aujourd'hui, 40% des salariés du privé n'ont pas de syndicat dans leur entreprise, et sont donc privés de droits à la négociation collective, mais aussi de droit de défense individuelle et d'action (faire grève en l'absence de syndicat reste en général un droit théorique)
- C'est le moyen grâce à des pratiques de proximité et de masse, de résister à l'institutionnalisation du syndicalisme, voulue par le patronat français qui n'a jamais accepté le syndicalisme et continue majoritairement à le combattre par la répression ou à tenter de l'intégrer par l'institutionnalisation, en éloignant les militant.e.s syndicaux des salarié.e.s
- Enfin, c'est un levier très important de lutte contre l'extrême droite. L'extrême droite prospère sur le déclassement. Le déclassement du travail, le déclassement de nombreux territoires dans lesquels les services publics ferment un à un. Elle progresse aussi sur les mises en opposition, la polarisation des opinions via les réseaux sociaux, le recul du débat contradictoire. Dans ce contexte, le lien social est central et les bourses du travail peuvent être le lieu pour cela.

Pour toutes ces raisons, nous avons besoin de donner un nouvel élan à la bataille pour nos bourses du travail et de politiser cet enjeu. Il nous faut aussi répondre aux transformations économiques et nous battre pour gagner des implantations dans les nouveaux lieux de concentration du travail. C'est ce que nous avons fait à Roissy, c'est ce que nous sommes en train de faire sur l'emprise Disney à Marne La Vallée. Dans la Marne, l'union départementale a créé une UL Mobile, avec une camionnette qui se déplace dans le département et permet les déploiements, la défense individuelle voire même de toutes petites réunions. Et l'histoire des bourses du travail nous invite aussi à réinvestir leur dimension de solidarité coopérative. Alors que les paysans ne vivent plus de leur travail et que les salariés sont de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir se nourrir du fait des marges de la grande distribution et de l'agro industrie, nous pourrions organiser dans nos bourses du travail des lieux de vente directe entre paysans et travailleur.se.s. De même sur le lien avec le mouvement coopératif...

Alors que la naissance du mouvement des gilets jaunes hors du syndicalisme s'explique par la fragilisation de notre implantation de proximité, la force de la mobilisation contre la réforme des retraites est au contraire un signal d'espoir. Elle a été liée à la capacité du mouvement syndical, et singulièrement de la CGT à l'organiser en proximité avec des manifestations très décentralisées et une forte mobilisation dans les villes de taille moyenne. Cette dynamique a revitalisé nombre de nos unions locales. Battons le fer tant qu'il est chaud !